



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse
www.ipu.org

Président de l'Union interparlementaire

M. Saber Chowdhury

Allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies lors du débat sur l'Interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'UIP
(point 124 de l'ordre du jour)

New York, le 25 juillet 2016

M. le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

C'est un honneur et un plaisir pour moi, en tant que Président de l'Union interparlementaire, l'organisation mondiale des parlements nationaux, de prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies aujourd'hui concernant le point de l'ordre du jour sur l'Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire.

D'emblée, je souhaiterais rendre hommage au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Mogens Lykketoft, un remarquable parlementaire et ancien Président de Parlement, pour sa vision, son énergie et son soutien indéfectible pour une collaboration renforcée entre l'ONU, les parlements nationaux et l'UIP. Je ne peux que constater que les deux hommes qui ont présidé à l'adoption d'accords mondiaux historiques – la Déclaration du millénaire de 2000 et plus récemment le nouveau Programme de développement durable de 2015 – c'est-à-dire M. Theo Ben Gurirab, de Namibie, et M. Lykketoft, du Danemark, étaient également des parlementaires reconnus et des membres actifs de l'UIP.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Vous avez devant vous le Rapport du Secrétaire général de l'ONU, qui présente une excellente vue d'ensemble de l'étroite collaboration entre le

système des Nations Unies et l'UIP, de même qu'entre l'ONU et les parlements nationaux – notamment grâce à des organisations parlementaires régionales ou autre, dans un grand nombre de domaines tels que la paix et la sécurité, la démocratie et les droits de l'homme, les changements climatiques et le développement durable. Vous vous joindrez à moi sans nul doute pour saluer la richesse de ce rapport qui témoigne de la portée étendue de notre coopération.

De toute évidence, le monde d'aujourd'hui doit faire face à de multiples enjeux, sans précédent en termes de complexité et de gravité. Dans bien des régions du monde, l'état de droit et les libertés et droits fondamentaux sont menacés et les inégalités et les injustices sociales sont en hausse. A la suite de profondes crises humanitaires et politiques, et des difficultés à gérer les vagues de migrations qui s'ensuivent, les spectres du populisme et de la xénophobie réapparaissent.

Face à ces problèmes, l'ONU représente la pierre angulaire du multilatéralisme, de la solidarité et de la coopération entre toutes les nations. L'UIP partage les objectifs de l'ONU et lui offre la perspective des parlementaires en tant que voix directes de “nous, les peuples”. Ainsi, elle complète et apporte une valeur ajoutée aux travaux de l'ONU. C'est pourquoi nous sommes profondément engagés à travailler avec les parlements et les parlementaires du monde entier afin de promouvoir la paix et la sécurité, une meilleure compréhension, une coopération accrue et un monde à l'abri du besoin et de la peur pour tous les citoyens.

Il s'est passé beaucoup de choses depuis le dernier débat sur ce point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale il y a deux ans. L'année 2015 a vu la conclusion d'accords internationaux majeurs dans plusieurs domaines clés, dont celui sur les nouveaux Objectifs de développement durable, la réduction des risques de catastrophe et les changements climatiques. Tout au long du processus qui a abouti à ces décisions, l'UIP a œuvré pour sensibiliser et s'assurer le concours des parlementaires du monde, mobilisant l'action parlementaire afin d'influencer et d'assurer un suivi de ces engagements internationaux majeurs.

Lors de nos propres Assemblées, nous avons examiné les principales attentes des parlements concernant le Programme de développement 2030, de même que les moyens de passer de la parole aux actes. Maintes fois, nos Membres ont souligné le besoin de gouvernance démocratique comme catalyseur essentiel du développement durable et en tant qu'objectif à part entière. C'est le message que nous avons adressé à l'ONU, jusqu'au niveau le plus élevé par le biais de la quatrième Conférence mondiale des Présidents de parlement, qui a eu lieu dans cette même salle l'année dernière, quelques semaines avant le Sommet de l'ONU. La Déclaration de la Conférence mondiale des Présidents de parlement, présentée comme contribution parlementaire aux négociations internationales sur les ODD, a souligné la nécessité de liens forts entre démocratie, paix et développement durable au service du peuple.

A mesure que nous collaborons avec les parlements, en les aidant à s'adapter à la mise en œuvre du Programme 2030, l'Objectif 16 des ODD – paix, justice, état de droit et institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous – nous apparaît comme le fondement de notre travail dans de nombreux domaines. Cette année, nous encourageons les parlements à examiner et adopter leurs propres résolutions sur les ODD et ce faisant, nous organisons une série de séminaires parlementaires régionaux sur des sujets d'actualité pour chaque région : un Sommet parlementaire d'Asie du Sud, en janvier à Dhaka, sur le thème de la santé et du tabagisme, suivi d'un séminaire régional à Bucarest pour l'Europe centrale de l'Est en avril, portant sur l'éducation pour le développement durable. D'autres séminaires régionaux sont prévus avant la fin de l'année, dont un événement en coopération avec le Parlement latino-américain (Parlatino) au Panama et un autre en Afrique en coopération avec le Parlement de l'Uganda.

Avec la publication vers la fin de l'année du second Rapport parlementaire global, produit conjointement avec le PNUD, nous nous attendons à avoir des informations précieuses quant à l'obligation de rendre des comptes et la fonction de contrôle, en particulier dans le domaine de la mise en œuvre des ODD.

Nous avons également amplifié notre travail avec les parlements afin de combler les lacunes législatives liées aux accords internationaux dans de nombreux domaines – les droits de l'homme, grâce à une participation parlementaire accrue à l'Examen périodique universel conduit par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, l'élimination de la discrimination contre les femmes, les enfants et la santé maternelle, et de la législation discriminatoire liée au VIH/sida, et les changements climatiques – notamment par l'adoption d'un Plan d'action parlementaire pour soutenir l'Accord de Paris, de même que dans les efforts de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Il y a quelques semaines, faisant suite à notre travail avec les parlements africains en vue d'accroître la mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de sécurité, pour la première fois les parlementaires ont participé et contribué à l'examen approfondi de l'ONU, ici à New York, des efforts internationaux pour endiguer la prolifération de armes de destruction massive parmi des acteurs non étatiques.

Cela fait de nombreuses années que l'UIP soutient les efforts internationaux destinés à promouvoir le désarmement nucléaire – nous avons élaboré des outils pour les parlementaires, adopté des résolutions politiques fermes et nous suivons de près et soutenons les travaux du Groupe de travail à composition non limitée chargé du désarmement nucléaire mis en place par l'ONU.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Le partenariat entre l'ONU et l'UIP s'est développé et a évolué considérablement ces vingt dernières années et je suis ravi de signaler qu'il y

a quelques jours, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong, ont signé un nouvel Accord de Coopération révisé entre nos deux organisations. Cet accord prend en compte les développements qui ont eu lieu depuis 1996, lorsque l'accord initial a été conclu. Il renforce les relations institutionnelles et trace la voie d'une coopération encore plus étroite pour les années à venir. Evidemment, je salue cette évolution positive de nos relations.

Je me réjouis également du projet de résolution qui est examiné aujourd'hui par l'Assemblée générale de l'ONU. Cette résolution soutient fermement l'interaction entre l'ONU, les parlements et l'UIP, et elle identifie des domaines clés de travail conjoint à venir. Je suis convaincu qu'elle représentera un cadre très important qui permettra de consolider le partenariat stratégique entre nos deux organisations, pour le bien de la communauté internationale.

Le Secrétaire général Ban Ki Moon s'est révélé être un dirigeant remarquable et il a soutenu résolument la coopération déterminée avec les parlements et les parlementaires du monde. Je souhaite, au nom de l'UIP, lui faire part de nos sincères remerciements pour son leadership.

Je tiens également à remercier la Mission permanente de mon propre pays, le Bangladesh, pour la coordination des consultations entre les Etats membres de l'ONU sur ce projet de résolution. Je veux également remercier chacun des nombreux co-auteurs de cette résolution et tous ceux qui ont travaillé en coulisses, le personnel de l'ONU et de l'UIP, les collègues partout dans le monde, et tous ceux qui, à leur manière agissent pour le bien de nous tous. J'espère sincèrement qu'à la fin de ce débat, vous soutiendrez sans réserve cette résolution afin de nous accorder un mandat renouvelé pour poursuivre notre coopération dans l'intérêt commun.

Je vous remercie pour votre attention.